

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°386
2 avril 2026
ISSN 1245-0286

Interventions et motions des représentants du courant Front Unique au Conseil national de la FSU, le 1^{er} avril 2026

Intervention dans le débat général

Cela fait plus d'un mois désormais que l'impérialisme américain et l'État colonial et génocidaire d'Israël ont ouvert un nouveau chapitre de leur guerre sans fin contre l'Iran et le Liban, contre tous les peuples du Moyen-Orient. Cette guerre prend appui sur l'écrasement du peuple palestinien et prolonge le génocide du peuple palestinien qui se poursuit.

Dans cette guerre, l'impérialisme français et le gouvernement Macron-Lecornu-Nuñez ont pris parti. La déclaration Macron-Merz-Starmer du 1^{er} mars, suivie du déploiement du porte-avions Charles de Gaulle et de la mobilisation des troupes françaises pour intercepter les frappes iraniennes en témoignent. N'oublions pas, en outre, que des troupes françaises participent à la FINUL, force d'occupation du Liban sous mandat de l'ONU.

Cette guerre est une guerre d'agression contre l'Iran et le Liban. Elle a pour but premier de détruire l'Iran de fond en comble et par là, de faire régner la terreur sur tous les peuples de la région. Et l'extension de la barbarie dans la région depuis deux ans et demi le montre : cette barbarie n'aura de fin que celle que lui imposera la lutte des classes, celle des travailleurs et de la jeunesse de tous les pays. Dans cette guerre, entre l'agressé et l'agresseur, le mouvement ouvrier organisé dont la FSU est partie prenante devrait donc choisir son camp.

Pourtant, les voix nombreuses qui ont cherché à s'exprimer contre cette guerre et les gouvernements qui la mènent, notamment dans le cadre des manifestations du week-end dernier, n'ont trouvé aucun relais véritable parmi les partis et organisations liées au mouvement ouvrier : c'est encore et toujours la même litanie, les mêmes incantations sur l'air du prétendu « droit international », les mêmes appels à la « diplomatie » impérialiste et à la « paix » impérialiste, les mêmes suppliques adressées aux tenants des puissances impérialistes qui sont entonnés, en particulier, par les dirigeants des organisations syndicales.

L'invocation jusqu'à la nausée du prétendu « droit international », c'est le masque d'une politique de soumission et de collaboration avec l'impérialisme français. Il faut rompre avec cette orientation. La FSU doit au contraire clairement se placer du côté de l'Iran et du Liban, du peuple palestinien et de tous les peuples du Moyen-Orient, contre l'impérialisme américain et l'État sioniste, contre l'impérialisme français et son gouvernement. Et cela doit se traduire concrètement par l'exigence du retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes impérialistes intervenant au Moyen-Orient, à commencer par les troupes françaises.

En France, ce CDFN se tient une quinzaine de jours avant l'examen du projet de loi Yadan, qui sous prétexte de « lutte contre l'antisémitisme » concentre l'offensive générale du gouvernement et de toute la bourgeoisie française, ses partis, ses médias, contre les libertés démocratiques du prolétariat et de la jeunesse.

Ce projet a été annoncé en grande pompe par Lecornu à l'occasion du dîner du CRIF le 19 février : il y a expliqué notamment que selon lui, caractériser le génocide du peuple palestinien pour ce qu'il

est relèverait de l' « antisémitisme » et devrait par conséquent, dans l'esprit du projet Yadan, tomber sous le coup de la loi et relever de peines allant jusqu'à 5 ans de prison. La condamnation récente d'Olivia Zemor, porte-parole d'EuroPalestine, à deux ans de prison avec sursis pour la publication d'articles condamnant le génocide constitue de ce point de vue un signe avant-coureur.

Ce projet fait immédiatement suite à l'odieuse minute de silence accordée à l'Assemblée Nationale, le 17 février, à un nazi militant et combattant. Une opération d'union nationale incluant tous les partis bourgeois de Macron au RN, accompagnée de la gémflexion des partis d'origine ouvrière, PS et PCF, ainsi que de LFI. Ce « front républicain » sans rivage à droite, ultime résultat de neuf ans de « front républicain » en faveur de Macron, s'est manifesté tout au long des élections municipales. Il doit également constituer à l'Assemblée le socle d'une adoption sans accroc de la loi Yadan.

Après le passage du budget, victoire pour le gouvernement et coup porté aux travailleurs et à la jeunesse, sans que les dirigeants syndicaux se soient à aucun moment prononcés pour son retrait, le gouvernement et avec lui toute la bourgeoisie française mènent la charge contre les libertés démocratiques dans le but d'aller encore plus loin dans la voie des contre-réformes et des coupes budgétaires : celle de l'explosion des frais d'inscription universitaires pour les étudiants, celles du financement par objectifs des établissements d'enseignement public que dessin déjà le plan '800 collèges », par exemple.

Alors, face à cette offensive, il revient à la FSU de rompre avec le gouvernement et de préparer le combat contre lui, en œuvrant à la constitution d'un véritable Front Unique Ouvrier pour la défense des libertés démocratiques et contre le gouvernement, pour en finir avec lui.

Cela commencerait aujourd'hui par se prononcer pour le retrait pur et simple du projet de loi Yadan, et s'adresser notamment aux dirigeants de la CGT, de FO, des organisations de jeunesse, ainsi qu'au PS et au PCF pour qu'ils en fassent de même.

Intervention de présentation de la motion :

Retrait de toutes les troupes impérialistes basées au Moyen Orient, à commencer par les troupes françaises

Après deux ans de génocide à Gaza, de nettoyage ethnique et d'amplification de la colonisation en Cisjordanie, le peuple palestinien a été écrasé, privé de tout moyen de résister à l'État colonial sioniste.

C'est une défaite cuisante pour le peuple palestinien, mais aussi pour le prolétariat mondial qui s'est mobilisé à un niveau historique dans de nombreux pays.

Nulle part, les travailleurs et la jeunesse n'ont trouvé de force organisée se plaçant inconditionnellement du côté du peuple palestinien, contre l'État d'Israël et ses alliés impérialistes. Au contraire : toutes les organisations du mouvement ouvrier se sont soumises aux gouvernements des puissances impérialistes, à leur « ordre » impérialiste et leur prétendu « droit international ».

Appuyés sur l'écrasement du peuple palestinien, les États-Unis et Israël ont déclenché une nouvelle guerre impérialiste contre l'Iran le 28 février.

Il s'agit pour l'impérialisme américain de conforter la pièce maîtresse de tout son système de domination au Moyen-Orient : l'État sioniste. Dans son offensive pour en finir avec la « question palestinienne », Israël s'en prend aussi au Liban et à la Syrie. Il lui faut infliger la terreur à tous les peuples et tous les États de la région. Il lui faut aussi et surtout écraser l'Iran.

Par une déclaration commune du 1^{er} mars, Macron et les dirigeants des impérialismes allemand et anglais, Merz et Starmer, ont déclaré qu'ils prendraient des mesures défensives pour protéger leurs intérêts dans la région. L'adjectif « défensif » ne trompe personne : il s'agit d'un ralliement à la guerre contre l'Iran.

Le porte-avions Charles de Gaulle positionné au large de la Crète, se tient prêt à intervenir pour renforcer les troupes françaises intervenant au Moyen-Orient.

Dans le cadre des manifestations du week-end dernier, les voix nombreuses qui ont cherché à s'exprimer contre cette guerre et les gouvernements qui la mènent, n'ont trouvé aucun relais véritable parmi les organisations liées au mouvement ouvrier.

La FSU doit clairement se placer du côté de l'Iran et du Liban, du peuple palestinien et de tous les peuples du Moyen-Orient, contre l'impérialisme américain et l'État sioniste, contre l'impérialisme français et son gouvernement. Et cela doit se traduire concrètement par l'exigence du retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes impérialistes intervenant au Moyen-Orient, à commencer par les troupes françaises.

Motion : Pour le retrait de toutes les troupes impérialistes basées au Moyen Orient, à commencer par les troupes françaises

Le 28 février 2026, s'appuyant sur l'écrasement du peuple palestinien, les impérialismes américain et israélien ont enclenché une nouvelle guerre impérialiste contre l'Iran, ralliée par notre propre impérialisme pour défendre les intérêts de la bourgeoisie française au Moyen Orient.

Le CDFN prend position :

- Inconditionnellement du côté de l'Iran, du peuple palestinien et des peuples de tout le Moyen-Orient, opprimés et voués au chaos par les puissances impérialistes.
- Contre l'impérialisme américain et l'État d'Israël.
- Contre Macron, son gouvernement et l'impérialisme français.

Le CDFN exige le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes impérialistes basées au Moyen Orient, à commencer par les troupes françaises.

(Résultat du vote : Pour : 9 / Contre : 70 / Abstentions : 9 / Refus de vote : 22)

Intervention de présentation de la motion :
Pour le retrait de la proposition de loi Yadan

Les 16 et 17 avril, l'Assemblée Nationale va étudier la proposition de loi Yadan, projet visant à lutter contre de prétendues formes renouvelées de l'antisémitisme.

C'est pourtant cette même assemblée qui a rendu un hommage unanime aux formes plus traditionnelles de l'antisémitisme avec la minute de silence pour un admirateur déclaré de l'idéologie nazie.

C'est encore cette même assemblée qui se tait face à la déferlante médiatique raciste actuelle de la bourgeoisie suite aux élections municipales.

La lutte en solidarité du peuple palestinien conduit aujourd'hui des militants à des condamnations de prison avec sursis.

Le gouvernement cherche avec cette loi à mener une nouvelle charge brutale contre les libertés démocratiques des travailleurs et de la jeunesse.

C'est une nouvelle étape vers l'interdiction demain de toute forme de mobilisation contre la politique coloniale et génocidaire de l'État sioniste à l'heure où le soutien du gouvernement français s'approfondit par son implication toujours plus grande dans la guerre impérialiste menée contre l'Iran à l'initiative des USA et d'Israël.

C'est une nouvelle preuve du cours réactionnaire de la bourgeoisie française en crise.
C'est un nouveau jalon dans l'instauration d'une répression permettant d'infliger aux travailleurs et à la jeunesse des contre-réformes encore plus violentes qui donneront les moyens au gouvernement d'aller beaucoup plus loin sur le terrain des coupes budgétaires et des dépenses militaires.

La responsabilité de la FSU est de dénoncer sans ambiguïté cette offensive du gouvernement Macron-Lecornu-Nuñez. Elle doit prendre la mesure de cette attaque et tout faire pour empêcher son adoption.

Cela signifie rompre clairement avec le gouvernement, cesser tout dialogue social avec lui.
Cela signifie aussi s'adresser aux autres organisations syndicales (CGT/FO/Solidaires) et de jeunesse ainsi qu'au PS et au PCF pour qu'ils en fassent de même.

Cette orientation pourrait être la fondation d'un véritable front unique ouvrier, antithèse du front républicain sans rivage à droite, pour la défense des libertés démocratiques et permettre l'organisation d'une manifestation unitaire à l'Assemblée Nationale pour empêcher l'adoption de ce projet de loi.

Motion : Pour le retrait de la proposition de loi Yadan

La proposition de loi Yadan doit être examinée à l'Assemblée nationale le 16 avril.

Elle cherche à porter atteinte d'une manière brutale aux libertés démocratiques en France en amalgamant délibérément antisémitisme et antisémitisme.

Elle permettrait de criminaliser tout combat contre l'entreprise génocidaire en cours ainsi que d'interdire tout soutien au peuple palestinien en France.

Le CDFN de la FSU condamne cette proposition de loi scélérate et en exige le retrait immédiat.

La direction de notre fédération doit s'adresser aux autres organisations syndicales et de jeunesse et aux partis du mouvement ouvrier (PS et PCF) pour la constitution d'un front uni pour obtenir son retrait pur et simple.

(Résultat du vote : Pour : 10 / Contre : 63 / Abstentions : 13 / Refus de vote : 24)

Motion : Halte à l'acharnement judiciaire contre Olivia Zemor et levée des poursuites contre Nicolas Shahshahani

Pour avoir publié deux articles exprimant son soutien au peuple palestinien, Olivia Zemor, porte-parole d'EuroPalestine, a été condamnée le 26 mars à deux ans de prison avec sursis, cinq ans d'inéligibilité, une inscription au fichier des « infractions terroristes » et une amende de 5 000 euros au bénéfice d'une officine pro-israélienne, condamnation dont elle fait appel. C'est sans précédent depuis la guerre d'Algérie.

Nicolas Shahshahani, autre figure de proue d'EuroPalestine, doit comparaître en jugement le 9 septembre pour répondre de l'accusation d'« apologie du terrorisme » : il lui est reproché d'avoir employé le mot « résistance » lors d'une manifestation.

Le CDFN de la FSU condamne l'acharnement judiciaire contre Olivia Zemor et exige l'arrêt des poursuites engagées contre Nicolas Shahshahani.

(Résultat du vote : Pour : 10 / Contre : 65 / Abstentions : 5 / Refus de vote : 31)